Annexe 2 – Les modalités d’attribution et d’évaluation des subventions Jeunesse et éducation populaire, Cohésion sociale et Politique de la ville versées par l’intermédiaire du Fonjep

1. Les modalités de détermination des dotations

1.1. Subventions Jeunesse et éducation populaire

Chaque année, la Djepva notifie aux services déconcentrés une enveloppe limitative de subventions concernant leur territoire d’intervention.

Dans le cadre de leur fonction de pilotage, les Drajep peuvent éventuellement décider à la faveur de l’évaluation des subventions versées et de l’examen des conditions relatives au renouvellement des subventions, de modifier la répartition des enveloppes départementales. Les Drajep informent la Djepva et le Fonjep des modifications opérées.

Les postes Fonjep Jeunes ne sont pas prolongeables ; ils s’achèvent à la date de fin de chaque convention en cours.

1.2. Subventions Cohésion sociale

Chaque année, la Djepva notifie aux services déconcentrés une enveloppe limitative de subventions concernant leur territoire d’intervention.

Dans le cadre de leur fonction de pilotage, les Drajep peuvent assurer la gestion de ces postes, soit la déléguer aux services départementaux à la jeunesse, à l’engagement et aux sports. Dans ce cas, elles doivent en informer la Djepva et le Fonjep.

1.3. Subventions Politique de la ville

Chaque année, la DGCL notifie aux services déconcentrés au niveau régional le nombre de postes Fonjep de leur territoire d’intervention.

Dans le cadre de leur fonction de pilotage, les préfets de région veilleront à l’implantation équilibrée des postes sur l’ensemble des quartiers prioritaires de la politique de la ville en prenant en compte l’implantation des postes des autres ministères selon le principe d’additionnalité des crédits du programme 147 et de ceux du droit commun permettant ainsi un renforcement de l’action de l’État en direction des associations œuvrant pour les quartiers et leurs habitants.

Les dotations devant pouvoir être optimisées, les postes non consommés en N seront remontés au niveau national pour un redéploiement en N + 1 auprès de territoires sous-dotés.

2. Les associations susceptibles de bénéficier d’une aide

2.1. Subventions Jeunesse et éducation populaire

Seules les associations agréées de jeunesse et d’éducation populaire (JEP), que l’agrément soit local ou national, peuvent bénéficier d’une subvention Jeunesse et éducation populaire versée par l’intermédiaire du Fonjep conformément aux termes de la loi 2001-624 du 17 juillet 2001 et de ses décrets d’application qui prévoient que cet agrément est une condition nécessaire pour recevoir une aide financière du ministère chargé de la jeunesse et de l’éducation populaire.

Les subventions versées par l’intermédiaire du Fonjep peuvent être attribuées à des associations locales et à des JEP.

2.2. Subventions Cohésion sociale

Une subvention Cohésion sociale peut être versée à trois types d’associations :

- les foyers de jeunes travailleurs qui bénéficient d’une autorisation d’exploitation délivrée par le préfet ;
- les centres sociaux qui bénéficient d’un agrément de la Caisse d’allocations familiales (CAF) ;
- les espaces de vie sociale qui bénéficient d’un agrément de la CAF.

Les subventions versées par l’intermédiaire du Fonjep doivent être prioritairement affectées aux structures associatives locales. Toutefois, les subventions peuvent être attribuées à des fédérations départementales ou régionales de foyers de jeunes travailleurs, de centres sociaux et d’espaces de vie sociale.

Les associations relevant des foyers de jeunes travailleurs sont invitées à mobiliser la subvention Fonjep pour promouvoir la mise en place d’un accompagnement socioéducatif de qualité dans leurs structures.

Les centres sociaux sont des équipements de quartier à vocation sociale globale, sont ouverts à l'ensemble de la population habitant à proximité, et offrent accueil, animation, activités et services à finalité sociale. Les associations relevant des centres sociaux sont invitées à veiller à la qualité d'accueil et d'accompagnement (via la mise en œuvre de diagnostics des besoins des publics accueillis, d'évaluation des projets mis en place, etc.), à systématiser la participation des familles (parents et enfants) à la vie de leurs structures, et à développer des actions relatives à l'amélioration de l'accès aux droits en lien avec les partenaires du territoire.

Les espaces de vie sociale susceptibles de bénéficier d'un poste Fonjep Cohésion sociale sont uniquement les équipements localisés dans les zones rurales et développant des actions à destination des enfants et des jeunes et, le cas échéant, de leurs familles.

Les services prendront en considération le nombre de postes Fonjep Cohésion sociale attribués en 2024, sur leur territoire, aux foyers de jeunes travailleurs et aux centres sociaux. Afin de préserver l'équilibre de dotation entre les foyers de jeunes travailleurs et les centres sociaux, ils décideront, après expertise des enjeux locaux, d'attribuer des postes aux espaces de vie sociale uniquement puisés dans l'enveloppe de postes des centres sociaux.

2.3. Subventions Politique de la ville

Les subventions Politique de la ville doivent être affectées obligatoirement à des associations implantées au sein des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) ou développant des projets en direction de leurs habitants. Celles-ci, bénéficiant ou non par ailleurs de crédits de la politique de la ville, notamment au titre de la programmation des contrats de ville.

Les associations de niveau local, départemental, régional ou national peuvent bénéficier d'une aide Fonjep dans la mesure où leur projet est conduit au profit des habitants des QPV.

Différents critères non exclusifs guideront l'attribution d'un poste auprès d'une association. Prioritairement, il devra être attribué à :

- une association de moins de 5 salariés ;
- une association implantée au sein d'un quartier ;
- une association dont le projet contribue aux priorités de la politique de la ville définies nationalement ou localement, et notamment celles du ou des contrat(s) de ville de son ou ses territoire(s) d'action ;
- une association récemment constituée (ayant néanmoins plus d'un an d'existence) ;
- une association – quelle que soit sa taille – développant un projet nouveau ou expérimental ou encore faisant levier sur la cohésion sociale territoriale.

3. Le dépôt de la demande de subvention

3.1. Subventions Jeunesse et éducation populaire

Les demandes de subvention doivent être adressées au service administratif du niveau territorial compétent, compte tenu du rayonnement de l'action de l'association pour laquelle la subvention est demandée.

L'association doit déposer un formulaire unique de demande de subvention ([Cerfa n°12156*06](#)) dûment rempli et complété des pièces exigées ([Notice n°51781#04](#))¹.

- La dotation régionale est réservée uniquement pour des actions de coordination de projets à vocation régionale (voire interdépartementale) ;
- Les dotations départementales sont réservées soit à des actions de coordination de projets à vocation départementale, soit à des actions de proximité.

3.2. Subventions Cohésion sociale

Les demandes de subvention sont adressées au niveau régional. Mais les modalités de dépôt peuvent varier en fonction des territoires.

L'association doit déposer un formulaire unique de demande de subvention ([Cerfa n°12156*06](#)) dûment rempli et complété des pièces exigées ([Notice n°51781#04](#))².

3.3. Subventions Politique de la ville

Au titre de la simplification administrative la demande est réalisée de manière dématérialisée via le portail Dauphin (<https://usager-dauphin.anct.gouv.fr/>).

1. Cerfa et notice en vigueur au 13 novembre 2024.

2. Cerfa et notice en vigueur au 13 novembre 2024.

Cette plateforme permet notamment une pré-saisie automatisée et la duplication du dossier en cas de renouvellement.

→ En vue du dépôt du dossier, un guide « dépôt sur Dauphin d'une demande de subvention Fonjep politique de la ville » (téléchargeable) est à disposition des services pour transmission aux associations dans l'espace ressources [Do.Ville de la plateforme de La Grande Équipe](#).

4. L'instruction et l'attribution de la subvention

Les modèles de convention figurent en annexe 5 ci-jointe.

4.1. Subventions Jeunesse et éducation populaire

- En ce qui concerne les dotations régionales, l'instruction des dossiers, la notification des décisions d'octroi ou de refus de subvention, l'établissement des conventions, la saisie dans l'Extranet du Fonjep et l'évaluation des actions relèvent du niveau régional (délégations régionales académiques à la jeunesse, à l'engagement et aux sports) ;
- En ce qui concerne les dotations départementales, l'instruction des dossiers, la notification des décisions d'octroi ou de refus de subvention, l'établissement des conventions, la saisie dans l'Extranet du Fonjep et l'évaluation des actions relèvent du niveau départemental (services départementaux à la jeunesse, à l'engagement et aux sports).

La présente instruction préconise l'octroi de subdélégations de signatures des conventions Fonjep aux services départementaux afin de rendre plus efficiente la gestion des postes Fonjep et d'accélérer les paiements aux associations. Les procédures sont établies localement par les Drajés, en accord avec le niveau départemental.

Dans le cadre de l'instruction, il importe de prendre en considération les objectifs poursuivis par la Djepva en privilégiant notamment :

- les associations qui mettent en place des actions de proximité ;
- les associations qui interviennent dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville et dans les zones rurales ;
- les associations de moins de 10 salariés.

À partir de 2025, dans le cadre du Rapport annuel de performance (RAP), l'indicateur concernant le Fonjep est le pourcentage de postes Fonjep Jeunesse et éducation populaire attribués à des associations de moins de 10 salariés. Cet indicateur RAP est calculé au niveau national, régional et départemental pour les seuls postes Fonjep JEP. Des extractions automatisées seront mises à la disposition des services déconcentrés dans l'Extranet du Fonjep.

4.2. Subventions Cohésion sociale

L'instruction des dossiers, la notification des décisions d'octroi ou de refus de subvention, l'établissement des conventions, la saisie dans l'Extranet du Fonjep et l'évaluation des actions, relèvent du niveau régional (délégations régionales académiques à la jeunesse, à l'engagement et aux sports). Ces modalités peuvent toutefois varier en fonction des territoires.

Les services des Drajés et des DREETS veilleront à leur articulation s'agissant de l'octroi, du suivi et de l'évaluation des subventions Cohésion sociale, selon des modalités définies au niveau régional.

Les services départementaux pourront également être sollicités en concertation.

4.3. Subventions Politique de la ville (PV)

Les crédits de la politique de la ville sont des crédits spécifiques dédiés aux QPV (dont la liste est établie par décret n° 2023-1314 du 28 décembre 2023 pour les territoires métropolitains et par décret n° 2024-1211 du 27 décembre 2024 pour les territoires ultra-marins). Aussi, le projet porté par le bénéficiaire du poste doit se dérouler dans un ou plusieurs quartiers prioritaires ou dans un ou plusieurs contrats de ville et concerner leurs habitants. L'identification pourra être réalisée via le service de géolocalisation : <https://sig.ville.gouv.fr/>.

La subvention Fonjep PV n'a pas vocation à cofinancer des postes de direction d'équipement mais bien à soutenir le développement associatif au travers d'actions en direction des publics ; par ailleurs, si des activités de gestion administrative (direction, comptabilité, secrétariat, accueil, gestion de ressources humaines) ou d'accueil/réception des publics peuvent parfois faire partie des missions du poste, celles-ci doivent être très minoritaires dans le temps de travail. Une attention particulière sera portée aux associations bénéficiant de postes Fonjep relevant des autres ministères que celui de la ville : il importera d'apprécier la plus-value apportée par un poste Fonjep PV au sein d'une association bénéficiaire d'autres postes. Une vue globale des postes Fonjep attribués pour une association est consultable sur [Data.Subvention](#).

Concernant la quotité du poste :

- le fractionnement des postes Fonjep PV en demi-postes est très fortement déconseillé, l'aide Fonjep visant la stabilité d'un emploi qualifié au sein d'associations de proximité aux ressources faibles ;
- les services instructeurs sont invités à utiliser leur dotation en unité pleine, voire en doublement d'unité si nécessaire et si la dotation le permet.

→ Un guide d'instruction est à disposition des services instructeurs, téléchargeable dans l'espace ressource [Do.Ville](#) de la plateforme de La Grande Équipe.

La mission soutien à la vie associative de la direction générale déléguée à la politique de la ville de l'ANCT propose un accompagnement aux services instructeurs. Toute question ou demande relative à ce dispositif peut être adressée à Fonjep147@anct.gouv.fr.

5. L'évaluation et les conditions relatives à la prolongation des subventions versées par l'intermédiaire du Fonjep

Le modèle de grille d'évaluation que les services déconcentrés sont invités à adapter, figure en annexe 6 ci-jointe. Cette grille d'évaluation sera notamment utilisée en prévision de la prolongation de poste qui sera éventuellement demandée par l'association par courrier postal, sollicitant la reconduction du poste, signé par le représentant légal de l'association.

Afin d'améliorer le suivi des postes PV, l'évaluation pourra être déposée dans Dauphin dans « mes documents ».

5.1. L'évaluation des subventions

La subvention Fonjep est triennale, l'évaluation d'un poste Fonjep est donc triennale. Il n'y a par conséquent pas d'évaluation annuelle.

Les associations bénéficiaires de subventions versées par l'intermédiaire du Fonjep sont des partenaires privilégiés de l'État pour la mise en œuvre de ses politiques. Aussi, il est préconisé d'assurer un suivi continu de leurs actions menées à l'aide de ce type de subventions. Ceci facilite la prise de décision sur la reconduction éventuelle de la subvention.

L'évaluation est une démarche collective prévue et organisée dès le départ d'une action et intégrée à l'action elle-même. Un échange entre les services de l'État et les associations doit permettre de définir le cadre de l'évaluation et ses indicateurs.

Dans la mesure où l'association bénéficie également d'un (ou de) cofinancement(s) de fonds publics, le (ou les) cofinanceur(s) concerné(s) sera(seront) associé(s) à cette procédure.

L'aide peut être éventuellement prolongée ou redéployée au vu des résultats des actions qui avaient justifié son attribution, après avoir pris en considération les priorités des politiques publiques et le contexte local, notamment l'apparition de nouveaux projets et de nouvelles associations.

L'attribution d'une subvention est parfois liée au développement d'un projet territorial partagé avec la puissance publique. Dans ce cas, la temporalité de la subvention doit être appréciée à l'aune dudit projet.

5.2. La rotation des subventions

En 2016, la Cour des comptes a recommandé³ que les services déconcentrés de l'État soient attentifs à l'enjeu de la rotation des subventions versées par l'intermédiaire du Fonjep afin que celles-ci contribuent à la dynamisation du tissu associatif.

Au niveau local, si la rotation des subventions Fonjep est un principe pertinent, il convient toutefois de ne pas fixer de règle trop rigide en la matière. Il convient de considérer que ces subventions, allouées pour 3 ans, peuvent être prolongées de trois ans sous conditions jusqu'à deux fois. Au-delà, hormis pour le dispositif Guid'Asso, la demande de reconduction de la subvention doit être dûment motivée, analysée et le maintien de la subvention doit être justifié et exceptionnel.

Pour les postes Fonjep PV, la règle est de ne pas dépasser la durée maximale de 9 ans pour un poste similaire où il n'y a pas d'évolution du projet associatif. Cette durée maximale autorisée doit être considérée comme une possibilité mais non comme une norme. Par ailleurs, afin de pouvoir accompagner une association à la sortie du dispositif, il est possible exceptionnellement de conclure une convention d'une année non reconductible.

Les services déconcentrés de l'État en région analyseront, en s'appuyant sur la connaissance des contextes locaux des services départementaux de l'État, les marges de manœuvre disponibles pour contribuer à la rotation de ces subventions afin d'en faire bénéficier de nouvelles associations. La mise en œuvre d'une stratégie permettant la

3. <https://www.ccomptes.fr/sites/default/files/EzPublish/20161123-refere-S2016-2671-Fonjep.pdf>

rotation des subventions doit conduire à attribuer des subventions permettant la mise en place d'actions de proximité, de projets dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville et dans les zones rurales et un soutien plus important aux associations de moins de 10 salariés (de moins de 5 salariés pour les postes Fonjep PV).

Concernant les postes Fonjep PV : une carte interactive permet de visualiser, par année, la répartition géographique des postes Fonjep PV : <https://acteurs.lagrandeequipe.fr/article/74845>.

6. Le cas particulier des subventions attribuées par les administrations centrales

6.1. Subventions Jeunesse et éducation populaire

Ces subventions sont réservées aux associations bénéficiant de l'agrément JEP national. Cette enveloppe de subventions, gérée par la Djepva, est mobilisée soit pour des actions de coordination de projets à vocation nationale, soit pour des actions dont le rayonnement dépasse le cadre régional.

Ces subventions peuvent être attribuées à des associations nationales, des têtes de réseau associatives nationales et des coordinations de têtes de réseau pour leur permettre d'animer leur réseau, d'assurer un appui opérationnel aux associations locales, d'effectuer un accompagnement personnalisé à certaines structures et de piloter des projets communs.

La Djepva attribue (sur son enveloppe nationale) des postes aux structures associatives nationales qui peuvent parfois bénéficier à des salariés qui assurent par ailleurs des missions au niveau local. Ces conventions sont passées entre la Djepva et l'association nationale ou entre la Djepva, l'association nationale et l'association locale (dans le cadre d'une convention tripartite). Lors de la procédure d'évaluation triennale de ces postes, les directions régionales concernées pourront être sollicitées par l'administration centrale pour procéder à une évaluation conjointe.

Au niveau national, si la rotation des subventions est un principe pertinent, il est nécessaire de prendre en compte la grande diversité du tissu associatif, notamment la taille de l'association, son modèle socio-économique et la pertinence de ses actions. Il convient de considérer que ces subventions sont allouées pour 3 ans qui peuvent être prolongées de trois ans sous conditions jusqu'à deux fois. Au-delà, la demande de reconduction de la subvention doit être dûment motivée, analysée et le maintien de la subvention doit être justifié et exceptionnel.

6.2. Subventions Politique de la ville

Ces subventions sont réservées aux associations qui démontrent un lien explicite avec les enjeux de la politique de la ville et avec les besoins des habitants concernés.

Cette enveloppe de subventions, gérée par l'ANCT/DGCL, est mobilisée soit pour des actions de coordination de projets à vocation nationale, soit pour des actions dont le rayonnement dépasse le cadre régional.

Ces subventions peuvent être attribuées à des associations nationales, des têtes de réseau associatives nationales et des coordinations de têtes de réseau pour leur permettre d'animer leur réseau, d'assurer un appui opérationnel aux associations locales, d'effectuer un accompagnement personnalisé à certaines structures et de piloter des projets communs.

Pour ces postes, la règle est de ne pas dépasser la durée maximale de 9 ans afin d'assurer la rotation de ces postes. Cette durée maximale autorisée doit être considérée comme une possibilité mais non comme une norme. Par ailleurs, afin de pouvoir accompagner une association à la sortie du dispositif, il est possible exceptionnellement de conclure une convention d'une année non reconductible.